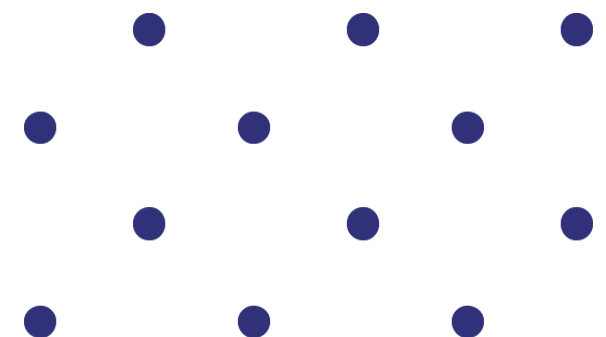


# Présentation du guide méthodologique

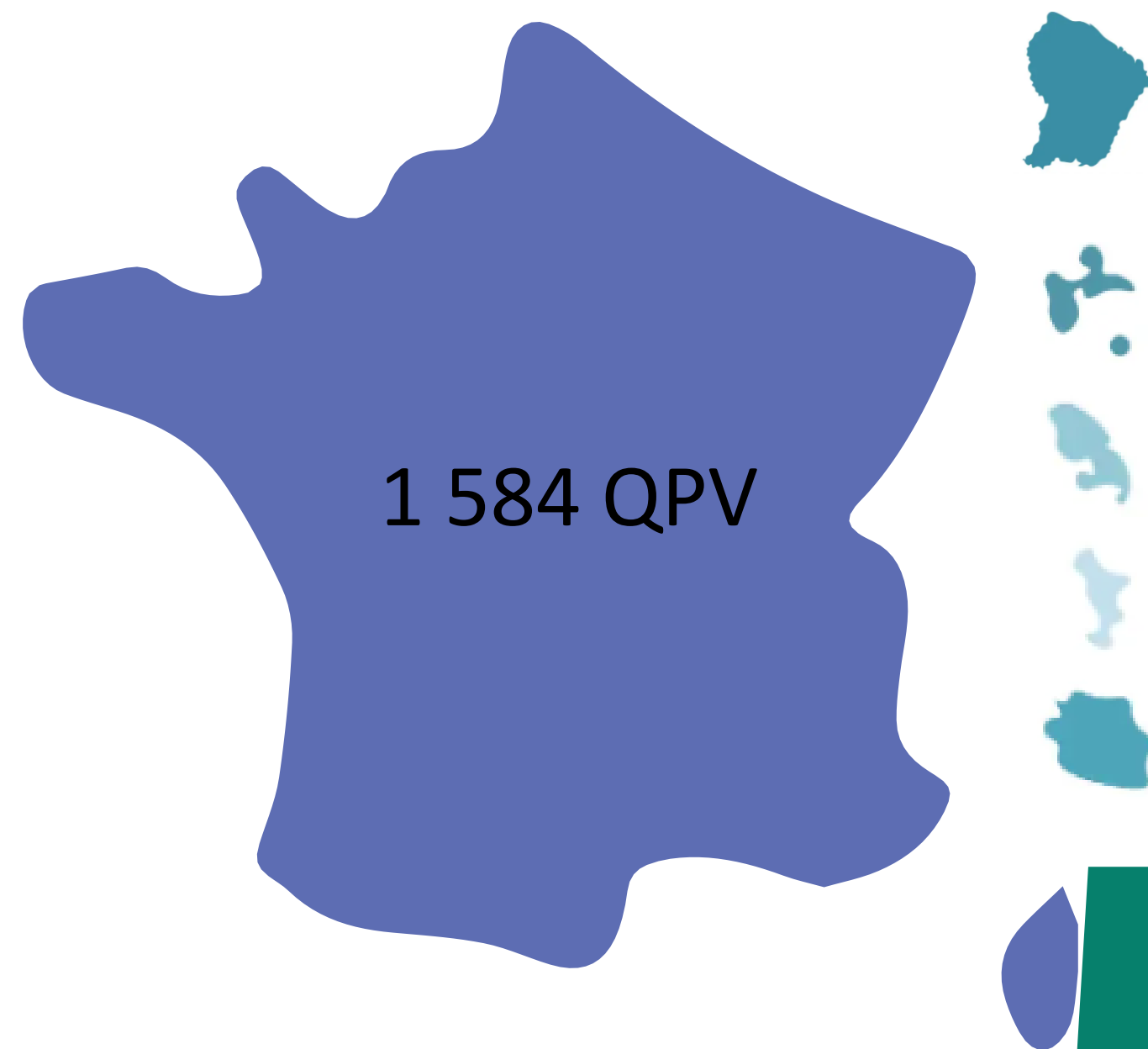
« Les financements européens pour les QPV »

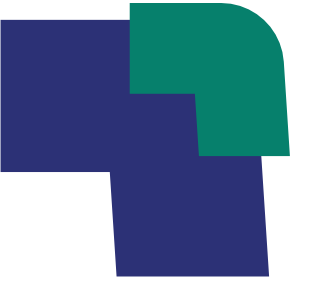


# Quelques éléments de contexte :

Des inégalités qui doivent  
être résorbées par :

- Le droit commun
- Les dispositifs spécifiques à la politique de la ville
- Les financements européens





# Présentation de la construction du guide :

1. Partie introductive
2. Fiches méthodologiques sur les programmes sectoriels
3. Fiches méthodologiques sur les programmes de la politique de cohésion
4. Annexes : matrice thématique



# Les principes fondamentaux des financements européens :

## La règle de non cumul :

---

S'assurer que le projet ne bénéficie pas déjà de financements de l'UE, y compris pour les programmes ou initiatives qui sont gérés par d'autres organisations que la Commission européenne. Un cumul de fonds européens entraîne le rejet de la demande de subvention.

## Le principe de cofinancement

---

Les financements européens ne couvrent généralement qu'une partie des coûts du projet (par exemple, entre 40 % et 85 % selon les programmes et jusqu'à 100 % dans certains cas spécifiques). Le porteur de projet doit rechercher d'autres cofinanceurs publics/privés, ou apporter une part d'autofinancement en fonds propres pour couvrir la part restante.

## L'absence de profit

---

Garantit que les projets financés par l'UE sont mis en œuvre uniquement pour couvrir leurs coûts réels, sans générer de bénéfice pour le bénéficiaire.

## Distinction entre programmes sectoriels et programmes de la politique de cohésion :

### Les programmes sectoriels « intracommunautaires » :

#### Objectif :

**Promouvoir la coopération** entre les États membres et **renforcer la cohésion européenne**

#### Gestion directe :

- Programmes émanant et gérés directement par la Commission européenne, qui attribue directement les fonds aux porteurs de projets. Dans certains cas, cette gestion est déléguée à des agences spécialisées

#### Fonctionnement général :

- Principe fondamental du **partenariat** : *a minima* **trois structures distinctes** issues de **trois partenaires de pays européens** ou **pays éligibles différents** (on écrit **intracommunautaire** alors que d'autres pays voisins par ex sont éligibles)
- Appels à propositions ponctuels sur la plateforme Funding & Tenders
- Taux de cofinancement : entre 60 % et 100 % des coûts éligibles du projet

#### Thématiques principales :

- Tous les domaines des politiques de l'UE, de la recherche et l'innovation (à travers le programme Horizon Europe), à la protection de l'environnement (avec le programme Life), en passant par la mobilité (grâce au programme Erasmus+)

#### Echelle géographique :

- Ouverts principalement à tous les États membres
- Nombreux programmes également ouverts à d'autres pays grâce à des accords d'association

#### Modalités de candidature :

- Processus de candidature structurant et exigeant (dossier détaillé, plan de travail, budget prévisionnel)
- Dépôt principalement sur la plateforme Funding & Tenders, certains projets peuvent également être déposés sur des plateformes nationales
- Aucun échange possible avec la Commission européenne pendant le processus d'évaluation
- Des projets (processus strictement basé sur les critères de sélection)
- Forte compétition européenne, avec un taux de sélection souvent faible
- Les délais de réponse peuvent être longs (6 à 12 mois entre le dépôt et la notification des résultats)

#### Spécificités des projets :

- Projets d'envergure européenne avec une dimension transnationale obligatoire
- Innovation, transfert de bonnes pratiques et coopération sont au cœur des objectifs

### Les programmes financés par les fonds de la politique de cohésion (Feder, FTJ et FSE+)

#### Objectif :

**Réduire les disparités** et les **inégalités régionales** au **niveau européen**

#### Gestion partagée :

- Les fonds de la politique de cohésion reposent sur le principe de subsidiarité. Leur gestion est partagée entre la Commission européenne et les États membres à travers un accord de partenariat, fixant les priorités nationales et régionales. En France, Régions en hexagone, la Région Réunion, Guadeloupe, la collectivité territoriale unique de Corse, de Martinique, de Guyane gèrent directement le Fonds européen de développement régional (Feder), le Fonds pour une Transition Juste (FTJ) et une partie du Fonds social européen (FSE+). L'État via le ministère du travail gère le FSE+ sur les thématiques emploi et inclusion.

#### Fonctionnement général :

- **Feder, FSE+/FTJ** : projets **individuels ou collectifs**, les partenariats peuvent être autorisés
- **Programmes Interreg** : projets en partenariat
- Les fonds structurels **interviennent en remboursement des dépenses réalisées, acquittées et justifiées**
- **Appels à projets ponctuels publiés par les autorités de gestion ou candidature au fil de l'eau de la programmation**
- Taux de cofinancement : varie selon le type de programme et le niveau de développement de la région concernée. Il peut atteindre au maximum 85 % des coûts éligibles du projet en fonction des spécificités de la région (notamment le niveau de développement)

#### Thématiques principales :

- **Europe + intelligente** : innovation, numérisation, transformation économique et au soutien aux PME
- **Europe + verte** : transition énergétique, climatique et écologique
- **Europe + connectée** : réseaux stratégiques de transports ;
- **Europe + sociale** : emploi, éducation, compétences, inclusion social, égalité d'accès aux soins de santé
- **Europe plus proche des citoyens** : développement local et développement urbain durable

#### Echelle géographique :

- **Feder/FSE+/FTJ** : échelle locale, régionale
- **Programmes Interreg** : zones frontalières, zones géographiques partageant des défis communs, régions ultrapériphériques

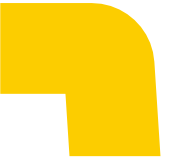
#### Modalités de candidature :

- Démarches plus accessibles et adaptées aux porteurs locaux notamment via des plateformes en ligne
- Accompagnement possible par les autorités de gestion pour le montage du projet
- Échanges possibles avec le service instructeur tout au long du processus d'instruction (clarification, ajustement, transmission de documents complémentaires)

#### Spécificités des projets :

- Projets à forte dimension locale ou régionale
- Priorité aux investissements (infrastructures, inclusion sociale, transition écologique)
- Délais de traitement variables selon l'autorité de gestion, souvent plus courts qu'en gestion directe
- Obligation de préfinancer les dépenses : remboursement après validation des coûts éligibles





# Procédure de sélection des projets :

- **Programmes sectoriels (gestion directe)** : La Commission européenne procède à une sélection par appel à propositions (priorités, budget disponible, conditions d'éligibilité, critères d'évaluation et taux de cofinancement applicable). Les porteurs déposent leur dossier en ligne sur le portail officiel Funding & Tenders Portal, dans le respect des calendriers définis pour chaque appel.
- **Les programmes issus de la politique de cohésion** : Les porteurs de projets peuvent soumettre leur demande aux autorités de gestion de deux manières :
  - **Dans le cadre d'appels à projets**, généralement accessibles sur les sites internet des autorités de gestion régionales et des services de l'Etat
  - **Par une manifestation spontanée auprès de l'autorité de gestion**, dite « dépôt au fil de l'eau », lorsqu'un projet répond aux priorités du programme en dehors d'un appel à projets spécifique.

# Exemple de fiches : Programme sectoriel LIFE



## PROGRAMME LIFE

### Transition écologique

#### 5. Energies renouvelables

#### 6. Rénovation et efficacité énergétique

Le programme Life finance des projets innovants en faveur de l'environnement, du climat et de la transition énergétique, offrant ainsi des opportunités pour améliorer la qualité de vie et la durabilité dans les quartiers prioritaires.

Pour la période 2021-2027, ce programme est réparti en quatre sous-programmes :

- Nature et biodiversité
- Économie circulaire et qualité de vie
- Atténuation du changement climatique et adaptation,
- Transition énergétique propre

Life est particulièrement pertinent pour les QPV car il permet de relever des défis environnementaux plus marqués dans ces quartiers, comme la précarité énergétique, la vulnérabilité aux risques climatiques ou le manque d'espaces verts. En soutenant des initiatives locales d'adaptation au changement climatique, de gestion durable des ressources ou de promotion des énergies renouvelables, le programme Life peut contribuer à renforcer la cohésion sociale, à créer des emplois verts et à améliorer le cadre de vie des habitants.

#### CONTACT

Points de contact nationaux (PCN)  
Mél : [lifeplusfrance@developpement-durable.gouv.fr](mailto:lifeplusfrance@developpement-durable.gouv.fr)



### OBJECTIFS DU PROGRAMME

- Aider à réaliser la transition vers une économie durable, circulaire, basée sur des énergies renouvelables, neutres en carbone et résilientes.
- Protéger, restaurer et améliorer notre environnement.
- Ralentir et inverser la perte de biodiversité.
- Arrêter la dégradation des écosystèmes, en gérant et améliorant le réseau Natura 2000, et ainsi accélérer le développement durable.
- Encourager et soutenir les idées vertes pour les petites et grandes entreprises, ONG, autorités publiques, groupes de citoyens, académiciens et autres.
- Accroître la dynamique d'amélioration des performances des bâtiments et réduire la charge administrative, logistique et financière de la rénovation des bâtiments.

### BENEFICIAIRES

- Administration, autorité nationale ou locale, PME, entreprises, organisations privées non commerciales (à l'instar des ONG) ...

- Les porteurs de projets doivent être des entités juridiques enregistrées dans l'UE.

### ACTIONS FINANCEES

- Travaux de modernisation des bâtiments pour améliorer leur efficacité énergétique (isolation, chauffage, ventilation, etc.).
- Installation de dispositifs économes en énergie, comme des panneaux solaires ou des pompes à chaleur.
- Aménagements verts et infrastructures durables (toitures végétalisées, murs végétaux, etc.) pour améliorer la résilience climatique.
- Conversion et adaptation d'espaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.
- Création de plateformes pour simplifier les démarches de rénovation énergétique.

### CRITERES D'ELIGIBILITE

- **Eligibilité géographique** : États membres de l'UE.



### EXEMPLE DE PROJET FINANCÉ PAR LIFE

#### OTTER LIFE (Organisation for a Territorial Trustworthy Energy Renovation)

Le projet Otter Life, financé par le programme Life en 2024, vise à encourager les propriétaires à entreprendre des rénovations énergétiques dans des zones urbaines spécifiques, notamment la métropole Aix-Marseille-Provence et l'Eurométropole de Strasbourg.

Ce projet contribue à la lutte contre le changement climatique en améliorant l'efficacité énergétique des bâtiments, renforçant ainsi la résilience des territoires face aux défis environnementaux.

Le montant conventionné pour ce projet s'élève à 1,6 M€ sur un coût total éligible de 1,7 M€.

- **Eligibilité temporelle** : maximum cinq ans.

- **Partenariat** : les projets peuvent être portés par une seule entité légale ou par un consortium. Bien que les consortiums ne soient pas obligatoires pour tous les appels, ils sont fortement encouragés, notamment pour les projets ayant une dimension transnationale.

#### • Projets visant à :

- Mettre au point, démontrer et promouvoir des techniques, des méthodes et des approches innovantes pour atteindre les objectifs de l'Union en matière d'environnement ;
- Contribuer à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et au contrôle de l'application de la législation et de la politique de l'UE en matière d'environnement ;
- Catalyser le déploiement à grande échelle de solutions techniques ou stratégiques efficaces pour mettre en œuvre la législation et la politique de l'Union en matière d'environnement.

Life finance principalement les projets dits « proches du marché », proposant des solutions innovantes et démonstratives qui impactent positivement l'environnement, la gestion des déchets, l'économie circulaire ou l'atténuation du changement climatique.

**Attention, Life ne cofinance ni les projets de recherche, ni les projets d'infrastructures.**

### FINANCEMENT

- Jusqu'à 60 % du coût total éligible du projet.

### MODALITES

- En général, les appels à projets Life sont publiés chaque année au mois d'avril sur [Funding and Tenders](#)

### ALLER PLUS LOIN

- [Site internet de la Commission européenne - Programme LIFE](#)
- [Site internet du Ministère de la transition écologique - Programme LIFE](#)

# Exemple de fiches : Programme de la politique de cohésion

## Programme opérationnel ILE-DE-FRANCE - Financements du FEDER



### PROGRAMME OPERATIONNEL ILE-DE-FRANCE FINANCEMENTS DU FEDER

Transition écologique  
Espace public, aménagements  
et infrastructure  
Emploi et développement éco-  
nomique



#### OBJECTIFS DE L'AIDE

- Priorité 1 : soutenir la recherche, l'innovation, la transformation numérique et la compétitivité des PME en Île-de-France.
- Priorité 2 : soutenir la transition écologique et vers une économie circulaire en Île-de-France.
- Priorité 3 : soutenir la biodiversité et la lutte contre les inondations sur le bassin de la Seine.
- Priorité 5 : soutenir le développement de technologies stratégiques en Île-de-France.

#### BENEFICIAIRES

• Associations, collectivités territoriales, établissements publics, services de l'Etat, entreprises/PME, syndicats, organismes de recherche, chambres consulaires, pôles de compétitivité, bailleurs sociaux... Pour chaque action, il convient de se référer au programme opérationnel du programme.

#### ACTIONS FINANCÉES

##### ZOOM TERRITOIRES URBAINS

• Bénéficiaires : 12 territoires, dont au moins 5 % de leur population réside au sein d'un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), soutiennent des projets s'inscrivant dans leur stratégie territoriale à travers les Investissements territoriaux intégrés (ITI). Les ITI bénéficient d'un tiers des financements de la période 2021-2027.

##### • Les territoires :

- Communautés d'agglomération : Cergy-Pontoise, Grand Paris Sud, Melun Val de Seine, Roissy Pays de France, Cœur d'Essonne Agglomération, Saint Quentin en Yvelines ;
- Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise ;
- Établissements publics territoriaux : Est Ensemble, Grand Orly Seine Bièvre, Grand Paris Grand Est, Plaine Commune ;
- Ville de Paris (18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements).



#### EXEMPLE DE PROJET FINANCÉ

##### Foodlab : l'innovation culinaire en Île-de-France

Le Foodlab, situé dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, est un tiers-lieu alimentaire axé sur la sensibilisation du public et la promotion de pratiques alimentaires durables. Il encourage l'innovation culinaire, la créativité et la collaboration, met en valeur des produits locaux et de saison, propose des cours de cuisine axés sur le bio, des ateliers d'animation culinaire et des séances de dégustation. Le Foodlab s'engage également à promouvoir de nouveaux modes de production et de consommation alimentaire, mettant l'accent sur les aspects collaboratifs et environnementaux, en tissant des liens avec des paysagistes, des agriculteurs urbains, des associations de quartier et des acteurs créatifs.

Le projet a bénéficié d'un soutien du Feder à hauteur 197 500 € pour un coût total du projet de 513 000 €.

##### • Les thématiques :

- Rénovation thermique de logements,
- Numérisation des territoires,
- Économie circulaire,
- Préservation de la biodiversité.

#### LES AUTRES MESURES POUVANT CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT URBAIN

##### TRANSITION ECOLOGIQUE

- Rénovation énergétique des logements sociaux.
- Soutien à la réalisation d'études et de diagnostics des besoins énergétiques.
- Distribution et production de chaleur et/ou électricité à base d'énergie issue de la géothermie de surface et de la géothermie profonde.
- Production et distribution d'hydrogène produit par électrolyse.
- Restauration des continuités écologiques terrestres (création de passages à faune, désimperméabilisation et renaturation de zones artificialisées, plantations).
- Économie circulaire, développement de boucles locales d'utilisation des ressources.
- Création/adaptation des contenants/points d'apport pour le tri sélectif.
- Plateformes logistiques du réemploi et du recyclage.
- Unité de préparation ou transformation pour la production de matières premières issues du recyclage (MPIR).

##### DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- Projets de recherche, de développement et d'innovation des PME, projets collaboratifs portés par des PME et/ou ETI et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.
- Accompagnement des PME aux enjeux des transitions numérique et environnementale.
- Création d'un fonds de prêt d'honneur régional destiné aux entreprises franciliennes.
- Tiers-lieux, télécentres, espaces de coworking, fablabs, médialabs.
- Plateformes open data et nouveaux services numériques, outils numériques innovants.

#### CRITERES D'ELIGIBILITE

- Un seul porteur de projet par candidature. Les partenariats peuvent parfois être autorisés.
- **Éligibilité géographique** : locale, régionale.

#### FINANCEMENT

- Jusqu'à 40 % du coût total éligible du projet.

#### MODALITES

- Appels à projets ponctuels publiés par l'instance de gouvernance ou candidature au fil de l'eau de la programmation.

#### ALLER PLUS LOIN

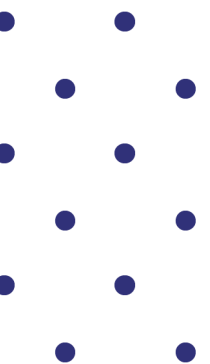
- Programme régional Île-de-France 2021-2027  
[Le programme FEDER/FSE+2021-2027](#)  
[Guide méthodologique des fonds européens](#)
- Le site de la Région Île-de-France sur les fonds européens  
[www.europeidf.fr](http://www.europeidf.fr)



# Stratégies territoriales intégrées :

## Trois outils :

- **Investissements territoriaux intégrés (ITI)** : l'autorité urbaine bénéficiaire s'engage sur plusieurs projets structurants du territoire éligibles au programme régional dont elle dépend et bénéficie d'une enveloppe dédiée pour mener ses projets
- **Développement local mené par les acteurs locaux (DLAL)** : le territoire bénéficiaire définit une stratégie de développement en impliquant les acteurs publics et privés du territoire et sélectionne les projets éligibles au financement européen
- **Autres outils territoriaux existants** (CRTE, contrats de ville, etc.)



## Ressources utiles :

- Guide méthodologique « Les financements européens pour les QPV » :  
<https://anct.gouv.fr/ressources/publications/agir-guide-pratique-les-financements-europeens-pour-les-quartiers>
- Replay du webinaire du webinaire « Rendez-vous Politique de la Ville » du 9 décembre 2025 :  
<https://acteurs.lagrandeequipe.fr/article/152915>
- FAQ liée au webinaire : <https://acteurs.lagrandeequipe.fr/article/152915>
- Baromètre d'avancement FEDER/FSE+/FTJ – Mars 2026 : <https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/ressources/barometre-avancement-feder-fse-ftj-2021-2027> -
- Contact : [programme.logementcadredevie@anct.gouv.fr](mailto:programme.logementcadredevie@anct.gouv.fr)

